

UN SIECLE DE SYNDICALISME AGRICOLE : LE CAS DE LA LOIRE*

PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

Cette recherche se propose d'examiner le rôle des institutions syndicales agricoles dans le développement général de l'agriculture en analysant les contradictions qui s'y sont produites. La Loire offre l'intérêt d'avoir été relativement impliquée, presque à toutes les périodes, dans les débats nationaux qui ont traversé le syndicalisme agricole, et de présenter des structures agraires relativement contrastées et une forte industrialisation et urbanisation. Il est donc intéressant d'examiner dans quelle mesure ces dernières caractéristiques se sont réfléchies sur ce syndicalisme agricole et quelles spécificités en sont résultées.

La démarche d'analyse a consisté à relier l'analyse socio-économique de la paysannerie et les institutions syndicales. Comment les différents groupes sociaux qui composent le monde rural font-ils prendre en compte leurs intérêts dans ces institutions à travers l'histoire de leur action et de leur pratique syndicales ? Ces dernières ont été analysées à trois niveaux :

* Résumé de la thèse de Doctorat d'histoire soutenue le 17 février 1989 devant l'Université Lumière Lyon 2 (Directeur de thèse, G. Garrier).

- celui des agriculteurs de base : quels sont ceux qui adhèrent aux syndicats, pourquoi le font-ils, quelles fonctions remplissent ces syndicats ?

- celui de la structuration et du développement de l'agriculture départementale : quels rôles ces institutions ont-elles joué ou tenté de jouer ?

- celui des problèmes généraux de politique agricole : quelles orientations ces institutions ont-elles soutenue quelles attitudes ont-elles adoptées par rapport aux initiatives du pouvoir politique ?

Plus largement, la démarche d'analyse a consisté à examiner le jeu dialectique qui se produit, à chaque période donnée, entre structures socio-économiques et structures politico-idéologiques dans lesquelles s'insère le monde paysan, tout en situant ce jeu dans le long trend historique des transformations économiques afin de cerner, par delà le maintien ou le déplacement des clivages syndicaux tout au long de ce siècle, les transformations de fond qui ont affecté ce syndicalisme.

L'HERITAGE DES AUTORITES SOCIALES (1884-1940)

Le syndicalisme agricole émerge lentement, depuis les sociétés d'agriculture, à partir des forces sociales qui se disputent le pouvoir politique et donc l'influence sur les campagnes : propriétaires fonciers souvent aristocrates, cléricaux et conservateurs d'un côté; bourgeois, anticléricaux et républicains de l'autre.

En 1884, l'Eglise est certes influente dans les campagnes foréziennes et la propriété foncière reste puissante. Pourtant, la Loire est alors largement acquise à la République, faisant ainsi figure de département de gauche. La paysannerie aisée a largement pris pied dans les municipalités rurales. Il s'agit toutefois d'un républicanisme modéré.

Or, à la veille de la guerre de 1939-45, le syndicalisme des comtes et marquis, l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles, est dans la Loire pratiquement hégémonique au niveau des syndicats et des coopératives d'approvisionnement et très majoritaire dans la mutualité. Incontestablement, les choix de cette grande propriété foncière furent non seulement plus précoces, mais plus intégrés, plus riches, en tout cas plus judicieux et plus efficaces. En particulier, le choix d'un maillage du terrain par des syndicats locaux s'appuyant sur une grande coopérative d'approvisionnement s'est révélé d'une remarquable efficacité, au point d'amener des agriculteurs et des syndicats politiquement opposés à y adhérer.

On peut rechercher les raisons de cette réussite dans la dialectique de la vie politique : pouvoir/contre-pouvoir. La bourgeoisie rurale s'impose à la tête des Mairies, des Conseils Généraux et au Parlement; l'aristocratie foncière s'investit dans le syndicalisme agricole et dans diverses oeuvres sociales. A cela s'ajoutent les différences de filiation idéologique entre ces deux grandes forces sociales. La direction de l'Union du Sud-Est est relativement homogène socialement et idéologiquement. Ce sont de grands propriétaires terriens influencés par la branche conservatrice du catholicisme social, préoccupés de la question sociale et prônant une organisation néo-corporatiste de la société. De ce point de vue, on peut sans doute relier la richesse des initiatives de l'Union du Sud-Est au pôle intellectuel que constitue l'Eglise lyonnaise. Inversement, les dirigeants des organisations républicaines sont socialement et politiquement bien plus hétérogènes. Ce sont des

bourgeois provenant d'horizons professionnels très divers, héritiers des doctrines libérales et individualistes, se partageant politiquement entre républicains modérés et radicaux.

La politique de Ralliement, puis surtout l'Union Sacrée pendant la guerre et la progression de l'extrême gauche déplacent les clivages politiques du début du siècle. Les divergences politiques entre les deux tendances syndicales s'atténuent, ce qui se traduit par des listes communes aux élections à la Chambre d'Agriculture en 1927. Toutefois, une partie des organisations départementales refuse cette alliance, confirmant ainsi leur manque d'homogénéité. Ce rapprochement n'empêche pas pour autant la dualité des structures professionnelles de rester bien établie.

La crise économique provoque, à partir de 1935, une réaction protestataire de la paysannerie conduite au départ par le Parti Agraire, et poursuivie par les Comités de Défense Paysanne d'orgéristes. Cette réaction culmine, en 1938, par la plus grande manifestation paysanne que le département connut en un siècle de vie syndicale. Entre temps, une alliance temporaire s'était nouée, sous le Front Populaire, avec les dirigeants du Sud-Est. Au-delà de son caractère foncièrement démagogique, voire fascisant, cette agitation exprime la volonté de la paysannerie, qui avait commencé à pénétrer les organes dirigeants des organisations agricoles de chaque tendance, d'assumer sa propre représentation syndicale et cela, de manière plus combative. Le Parti Communiste cherche à contrer ce déferlement démagogique, à partir du canton de La Pacaudière, une zone de métayage contiguë de l'Allier qui constitue son fief privilégié. Cependant, son influence reste limitée à des métayers du Roannais et à des ouvriers-paysans.

Parallèlement, mais sans lien direct avec la crise, débute en 1930 un mouvement de jeunesse qui va prendre beaucoup d'ampleur et va renouveler profondément le syndicalisme agricole. La Jeunesse Agricole Catholique résulte d'une double évolution,

théologique et politique de l'Eglise et du contexte socio-économique du monde rural. L'essor de la J.A.C. n'est pas seulement lié à la forte influence du catholicisme dans les campagnes foréziennes. Il est tributaire de la forte structuration régionale de l'Eglise et de l'existence en son sein de noyaux de clercs relativement ouverts aux problèmes de société. La J.A.C. constitue une réponse particulièrement opportune à un ensemble de besoins qui apparaissent alors au sein de la jeunesse rurale. Pour celle-ci, ce mouvement devient un lieu privilégié de réflexion et de promotion individuelle et collective. A la veille de la guerre de 39-45, ses premiers responsables commencent à remplacer les cadres vieillissants ou décédés de l'Union du Sud-Est.

De leur côté, les ouvriers agricoles, nombreux avant la guerre de 14-18, furent invités par l'Union du Sud-Est à entrer dans les syndicats agricoles "mixtes". En fait, ces adhésions se limitèrent à quelques régisseurs et maîtres-valets. En revanche, les ouvriers journaliers commencèrent à s'organiser à la veille de la grande guerre sous l'impulsion des socialistes, mais la syndicalisation de cette catégorie de travailleurs, en déclin et dispersée chez de nombreux employeurs, reste très difficile et limitée.

Ainsi, la plupart des structures professionnelles qui composent aujourd'hui l'agriculture régionale étaient en place en 1939. Toutefois, nous percevons, dans la période de l'entre-deux-guerres, deux difficultés que le syndicalisme et l'administration affrontent : la structuration et le développement de l'élevage laitier et de la viticulture. En revanche, l'élevage charolais s'affirme et une élite d'éleveurs-sélectionneurs d'envergure nationale se dégage.

Enfin, la réussite éclatante de l'oeuvre de défense religieuse, que fut l'Union du Sud-Est, participa incontestablement à la reconquête idéologique et politique du département de la Loire

comme nous le montrent les résultats des différentes élections à partir de 1936.

L'AFFIRMATION DE LA PAYSANNERIE (1940 - 1960)

Durant la période 1936-46, la paysannerie assure définitivement sa représentation à la tête du syndicalisme et les différentes tendances syndicales sont conduites à fusionner.

La fusion syndicale, décrétée en décembre 1940, s'opère dans un contexte qui voit s'atténuer les contradictions internes à la paysannerie et inversement se développer l'opposition entre les paysans et les ouvriers et citadins. Cette fusion, décidée au lendemain du traumatisme de la "Débâcle" par un régime qui célèbre les valeurs éternelles du conservatisme agraire, a été bien accueillie par la grande majorité de la paysannerie, si l'on en juge par l'empressement à fusionner des quelques syndicats rivaux qui se chevauchaient sur une même commune. Au niveau départemental, la fusion des syndicats ne pose aucun problème vu que l'Union du Sud-Est exerçait déjà une hégémonie presque totale dans la Loire. En revanche, la fusion, plus tardive, des mutuelles départementales, qui, de fait, sont absorbées par le Sud-Est, est très mal acceptée par ses dirigeants. A la Libération, cette fusion est annulée partiellement et chaque groupe dirigeant peut retrouver ses "enfants".

Cependant, à l'approche de cette Libération, la profonde division politique qui se développe aux deux pôles de la société française entre collaboration et résistance, traverse également la paysannerie. Logiquement, cette division aurait dû entraîner un éclatement de l'unification syndicale décrétée par le régime de Vichy. Si l'unité syndicale fut maintenue, ce fut au prix d'un extraordinaire jeu de dupes. Au niveau national, la gauche politiquement majoritaire

espérait, dans l'euphorie du développement du syndicalisme ouvrier en 1936 et de la Libération du pays, rénover un syndicalisme agricole unifié dans lequel elle exercerait une influence prépondérante. Au-delà de ce calcul politique, s'imposait cependant la nécessité d'assurer le très épineux ravitaillement alimentaire des populations urbaines et cette tâche se serait plus difficilement accommodée d'un retour à la division syndicale. Les mouvements d'action catholique, dont l'autorité sortit renforcée à la Libération, grâce à la participation de militants chrétiens à la Résistance - très timidement pour la J.A.C. - et qui participaient indirectement au Gouvernement par le biais du M.R.P., appuyèrent cette volonté unitaire des socialistes et des communistes pour l'agriculture. Cependant, ils s'assurèrent certaines garanties au cas où cette unité ne leur conviendrait pas politiquement. Ils acceptèrent ainsi pour le syndicalisme agricole ce qu'ils refusèrent pour le syndicalisme ouvrier... En fait, la J.A.C. fit, dès le départ, alliance sur sa droite avec d'anciens dirigeants de la Corporation et de l'Union du Sud-Est, tout en écartant certains notables ou des responsables trop compromis avec le régime précédent, pour limiter l'emprise des socialistes et des communistes. En 1946, elle assume directement la direction de la nouvelle organisation syndicale unitaire, la F.D.S.E.A., qui prend la suite de la Corporation.

Des conflits politiques gauche/droite, qui traduisent également des divergences en matière de politique agricole, surgissent après la Libération, quand les forces de gauche s'aperçoivent qu'elles se sont fait flouer dans cette unité syndicale. Ces conflits vont redoubler, en 1947-48, quand les communistes quittent le gouvernement. Bien que l'influence de ces derniers se soit renforcée dans les campagnes durant l'épreuve de l'Occupation et à la Libération, elle reste néanmoins limitée.

A la même période, 1947-48, apparaît un autre conflit de nature politique, qui se circonscrit au niveau de la direction de la

F.D.S.E.A. Il oppose une minorité de droite, "Indépendant et Paysan", à la majorité démocrate chrétienne. Au-delà de cette opposition politique, ce conflit peut être considéré comme la dernière tentative d'une propriété foncière finissante pour restaurer son pouvoir.

Mis à part ces quelques conflits dont l'ampleur fut limitée, la prise en charge définitive par la paysannerie de sa représentation syndicale ouvre une période relativement longue d'unité formelle et réelle, la plus longue que le département connût, avec comme thème revendicatif unificateur, l'indexation des prix agricoles. En revanche, sur le plan national, ces conflits politiques droite/gauche, qui recouvrent à la fois des clivages sociaux et des traditions politiques opposées, sont plus durables et surtout plus rudes.

Sur le plan des orientations syndicales, la F.D.S.E.A. n'adopte pas des positions très différentes de sa devancière l'Union du Sud-Est. Elle manifeste la même aversion vis-à-vis de l'intervention de l'Etat, aussi bien dans le domaine de la protection sociale, avec le refus de la Sécurité Sociale, qu'au niveau du fonctionnement des marchés..., tout au moins tant que dure la pénurie ! Vis-à-vis des ouvriers agricoles, elle participe de la même orthodoxie patronale. Elle est d'une très grande prudence pour appliquer le statut du fermage, plus disposée à céder à la propriété foncière qu'à renforcer les garanties des preneurs.

Enfin, cette période se caractérise par le développement quasi hégémonique de la coopération laitière, de façon rayonnante à partir des grandes agglomérations. Le syndicalisme laitier, préexistant, sut profiter opportunément des contraintes du ravitaillement pendant la guerre et de l'appui essentiel de l'administration pour lancer et développer cette coopération. La spécialisation laitière qui s'en est suivie, imputable également aux conditions naturelles du département et à la prépondérance de petites et moyennes exploitations, va se faire

au détriment d'autres productions telles la vigne, la pomme de terre, et même les céréales. La première production a été victime, dans sa zone principale du Roannais, de pratiques techniques hétérogènes et de rapports sociaux marqués par l'individualisme. Dans ce contexte, les erreurs commises dans la conception de la cave coopérative en 1955-58, sont très préjudiciables au vignoble. La deuxième production, habituée à un débouché facile dans le cadre d'un circuit traditionnel auprès des agglomérations, ne sut ni moderniser ses techniques, ni surtout réadapter son mode de commercialisation. Enfin, les céréales vont diminuer en surface, mais cela sera longtemps compensé par l'accroissement des rendements. Quant à l'élevage charolais, relativement performant du fait de l'antériorité de la sélection, basé sur des exploitations assez importantes, il ne fut pas concurrencé.

LA MODERNISATION ET SES ENJEUX (1960 - 1984)

La période qui commence vers 1960 est, à l'inverse de la précédente, très agitée syndicalement. Se succèdent en se chevauchant, trois conflits de nature très différente.

Tout d'abord, les jeunes agriculteurs qui ont développé la J.A.C. en mouvement de masse aux lendemains de la Libération entendent, une fois installés dans la vie professionnelle, assumer collectivement la responsabilité de leur milieu et appliquer concrètement la politique agricole qu'ils ont mûrie durant leur militantisme "jaciste". Conscients des formidables mutations économiques qui affectent l'agriculture, ils cherchent à promouvoir une politique de modernisation des structures agricoles, permettant de maîtriser le progrès technique pour le mettre au service des

hommes. L'ambition de cette politique, qui se veut alternative, est d'écartier la menace d'une prolétarianisation des paysans au profit d'entreprises agricoles capitalistes. En même temps qu'ils s'investissent dans les groupes locaux de vulgarisation du progrès agricole, ces jeunes modernistes sont associés avec le C.D.J.A., puis intégrés, à l'action de la F.D.S.E.A. Toutefois, un conflit va rapidement surgir entre ce courant moderniste, qui cherche une troisième voie politique entre capitalisme et socialisme d'Etat, et les dirigeants de la F.D.S.E.A. élus, pour la plupart, à la Libération. Ces derniers se caractérisent par un modernisme technique, un libéralisme économique et des orientations politiques de droite que nous avons qualifiés globalement de "modérés". Largement influent en 1963, le courant moderniste conquiert définitivement la F.D.S.E.A. de la Loire en 1966. Même si des ambiguïtés demeurent, l'action de la direction du courant moderniste peut être qualifiée de progressiste : soutien résolu aux preneurs, dénonciation des cumuls d'exploitations, recherche de solidarité avec le syndicalisme ouvrier. Cependant, ce courant essuie un grave échec dans ses efforts pour promouvoir les élevages hors sol. Là aussi, les producteurs habitués à des circuits de vente relativement courts dans les agglomérations ne surent pas se réorienter suffisamment tôt.

Avant même que le courant moderniste ait achevé la conquête de la F.D.S.E.A., il va être, avec le courant modéré, affronté à une contestation très vive qui, à la différence des conflits précédents, démarre "d'en bas", c'est-à-dire de la masse des agriculteurs. Cette contestation, spécifique au département de la Loire et à moindre degré à celui du Rhône, trouve son origine dans la particularité des systèmes d'élevage laitier de cette région qui entraîne de très grandes difficultés dans l'application de la prophylaxie de la tuberculose bovine. Au-delà de ce problème particulier, il s'agit d'une opposition plus générale à la politique de modernisation de l'agriculture. L'orientation très conservatrice et même réactionnaire qu'elle prend d'emblée, lui aliène le soutien du courant modéré de la F.D.S.E.A.

Elle provient de paysans traditionnels, le plus souvent de petits exploitants, de propriétaires fonciers, mais aussi de divers négociants condamnés par les mutations économiques en cours. Ce mouvement des "libertés paysannes" va régresser mais il faudra que les problèmes qui en ont été le déclencheur s'estompent, que de nombreux protagonistes prennent leur retraite et enfin que le courant moderniste infléchisse ses revendications et sa stratégie syndicale en faveur des prix agricoles.

Enfin, en 1968, débute un long conflit qui apparaît au sein des directions modernistes, d'abord au niveau national, puis dans les régions enfin dans les départements. Il est à l'origine avant tout de nature idéologique et politique. Il résulte des effets de la crise sociale de Mai 68 et des débats qu'elle suscite au sein du courant moderniste, dans un contexte de crise relative de son projet syndical. En effet, les résultats de la politique de modernisation des structures qu'il avait soutenue apparaissent limités et, pour une partie de ses dirigeants, cette politique semble relever du mythe de Sisyphe. Les directions modernistes vont se diviser sur l'analyse de l'agriculture et du statut des agriculteurs dans l'économie et, partant de là, sur la stratégie puis sur les revendications syndicales. Une partie, minoritaire au plan national, va opter pour un socialisme autogestionnaire et va calquer ses analyses et sa stratégie sur celles du mouvement ouvrier, en radicalisant ses luttes syndicales et en les dirigeant prioritairement contre les industries agro-alimentaires. C'est le mouvement "Paysan-travailleur" qui va rechercher l'alliance du syndicalisme ouvrier C.G.T.-C.F.D.T. L'autre partie, qui s'affirme à la direction de la F.N.S.E.A., entend poursuivre la politique de modernisation des structures engagée dans les années 60 et continuer à pratiquer une politique de concertation avec le pouvoir politique. Suivant les influences idéologiques qui s'exercent et le niveau de radicalisation qui s'ensuit, et selon les rapports de force en présence, deux stratégies opposées apparaissent au sein de cette gauche paysanne. Ceux qui dirigent les structures, ou y exercent une

influence prépondérante, restent à l'intérieur du syndicalisme "officiel" (F.N.S.E.A.) en cherchant à se structurer en opposition interne. Les autres, en revanche, cherchent à développer une alternative de type syndical, indépendante de ce syndicalisme "officiel", mais ils n'arriveront pas à mordre sur la masse des paysans.

L'importance du mouvement "paysan-travailleur" dans la Loire ne provient pas d'une quelconque spécificité socio-économique de la paysannerie moderniste de ce département, orientée comme dans de nombreuses régions vers les productions animales, laitière en particulier. Cette forte présence trouve son origine dans la rencontre, dans la Loire, de deux horizons culturels : démocrate chrétien avec une Eglise très influente, socialiste avec un mouvement ouvrier à l'histoire parmi les plus riches et les plus anciennes de France. La nouvelle gauche qui en est résultée, autour de la C.F.D.T. et du P.S.U., a, par le biais de multiples réseaux, influencé fortement la J.A.C. devenue M.R.J.C. et le courant moderniste lui-même.

Le conflit entre les deux tendances débute dans la Loire en 1972. Une dialectique complexe d'affrontements et d'alliances entre les différentes fractions du courant moderniste va se jouer pendant une dizaine d'années. En 1975, les "paysans-travailleurs" sont d'abord écartés de la direction de la F.D.S.E.A. Tentés par une autonomie syndicale, ils recentrent finalement leur stratégie syndicale, après avoir perçu l'impasse dans laquelle ils risquaient de s'engager, et conquièrent la direction de la F.D.S.E.A. en 1978. A la tête de celle-ci, ils cherchent à élaborer un projet de politique agricole alternative qui se veut solidaire et non corporatiste.

Après la reconnaissance de la pluralité syndicale en 1981, la gauche paysanne fonde une seconde fédération syndicale, la F.D.S.P., après avoir échoué, à l'issue d'un débat très vif, dans sa

tentative d'entraîner la F.D.S.E.A. hors de la F.N.S.E.A. Cet éclatement syndical entraîne une certaine recomposition des différentes couches et tendances syndicales.

CONCLUSION

Une analyse rapide de l'évolution de l'agriculture sur un siècle révèle d'abord un resserrement considérable de la hiérarchie sociale du monde paysan et une immersion totale dans les échanges marchands. L'histoire du syndicalisme agricole reflète, bien entendu, cette évolution.

Après avoir été les initiateurs du progrès agricole et par là, du syndicalisme, la propriété foncière et la bourgeoisie rurale vont être progressivement relayées par la paysannerie aisée et moyenne. Puis, au fur et à mesure que le progrès technique s'accélère dans les années 50 et 60, ces "notables" paysans vont être remplacés à leur tour par une paysannerie moyenne, plus jeune et plus moderniste.

Cependant, ces deux coupures dans la représentation syndicale de la paysannerie ne sont pas exactement de même nature.

La première se situe entre 1935 où apparaît le premier rassemblement protestataire paysan et 1946 où des paysans "authentiques" conquièrent définitivement la direction du syndicalisme agricole. Il s'agit là davantage d'une **rupture sociale, doublée d'une rupture institutionnelle, que d'une rupture idéologique et politique.** Nous l'avons dit, il y a une grande continuité dans les orientations syndicales entre la F.D.S.E.A. des années 1945-1960, la Corporation paysanne et l'Union du Sud-Est.

La seconde se situe entre 1957 et 1966 et correspond à l'affirmation du courant moderniste. Toutefois, il s'agit là davantage d'une **rupture idéologique et politique que d'une rupture sociale**. C'est un syndicalisme qui a désormais choisi délibérément l'exploitant face au propriétaire foncier, le petit et moyen exploitant contre le "cumulard" ou le gros céréalier bénéficiaire de la politique des prix. Le comportement patronal, réclamant toujours une application restrictive du droit du travail au nom de la spécificité agricole, a disparu. De même, le caractère obligatoire de la protection sociale des exploitants avec unicité de gestion dans le cadre de la M.S.A., l'intervention de l'Etat dans l'organisation de la production et des marchés et pour compenser les conséquences des aléas climatiques, sont non seulement acceptés mais souhaités. Les dirigeants paysans tirent ainsi les conclusions de la rupture sociale précédente et des changements économiques qui se sont produits.

Cependant, le resserrement de la hiérarchie sociale du monde paysan ne s'est pas accompagné d'une atténuation des clivages et des conflits syndicaux et cela, en dépit d'une unité syndicale formellement imposée en décembre 1940, puis maintenue à la Libération. Certes, les processus de différenciation socio-économique se poursuivent sans cesse, mais les clivages syndicaux qui apparaissent sont loin de refléter forcément et automatiquement ces processus. En fait, si sur un siècle on peut percevoir que les transformations économiques ont su déterminer de grandes ruptures sociales, idéologiques et politiques, les clivages et les conflits qui apparaissent à telle ou telle période sont autant déterminés par les structures économiques et sociales de la paysannerie et de son environnement que par les structures idéologiques et politiques qui s'y superposent.

Les années 1980 inaugurent une **nouvelle rupture dans l'histoire agricole** de la France. Les quotas laitiers instaurés en 1984 représentent incontestablement un **changement radical de**

politique agricole qui va s'étendre à l'avenir à d'autres productions. Ce changement se double d'une reconnaissance formelle en 1981 de la pluralité syndicale dans l'agriculture. Cependant cette pluralité ne deviendra une réalité tangible que si, en premier lieu, elle est constamment réaffirmée par le pouvoir politique, tout comme ce fut le cas pour l'unité syndicale après 1940, en 1944 et ce, jusqu'en 1981. Cela suppose un consensus minimum entre les forces syndicales qui aspirent à être reconnues et le pouvoir politique sur un projet de développement à promouvoir. En second lieu, ce pluralisme ne deviendra tangible que si la tendance socialisante a rompu totalement avec sa conception passée d'un syndicalisme agricole purement revendicatif, copié sur le syndicalisme ouvrier. Le paysan reste un travailleur "indépendant" et relativement isolé, devant gérer son outil de production, ce qui l'amène à solliciter de nombreux conseils et services pour effectuer ses choix. Ce n'est que dans la mesure où la gauche paysanne saura répondre à cette demande et même aller au devant de celle-ci en innovant, car les situations acquises se remettront difficilement en cause, qu'elle pourra mobiliser les agriculteurs, en particulier les plus jeunes, et ainsi se renouveler.

En définitive, si on ne peut affirmer que le pluralisme syndical deviendra une réalité tangible, en revanche l'unité syndicale ne fut pas un mythe mais une réalité ambivalente découlant de décisions du pouvoir politique et basée sur la dichotomie de la fonction syndicale dans l'agriculture : services à la base, politique et idéologique au sommet. Toute l'histoire du syndicalisme agricole montre que l'affiliation au syndicat ne signifie pas pour autant l'adhésion à sa politique. Néanmoins, cela n'empêche pas les forces sociales dirigeantes de ce syndicalisme d'exercer insensiblement leur influence politique...

Jean VERCHERAND